

Unité bidépartementale Eure Orne
Place du général Bonet
61000 Alençon

Alençon, le 26/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOPARCO

Le Musset
CONDE SUR HUISNE
61110 Sablons sur Huisne

Références : 61-2024-58
Code AIOT : 0005302358

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2024 dans l'établissement SOPARCO implanté Le Musset CONDE SUR HUISNE 61110 Sablons sur Huisne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La dernière inspection de l'établissement Soparco a eu lieu le 8 mars 2017.
L'inspection de l'établissement Soparco s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOPARCO
- Le Musset CONDE SUR HUISNE 61110 Sablons sur Huisne

- Code AIOT : 0005302358
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement Soparco est spécialisé dans la fabrication de pots de fleurs et de produits connexes en plastiques.

Les pots de fleurs en polypropylène représente environ 90% de sa production, les barquettes support en polystyrène, environ 10%, le reste est constitué de liens en polyéthylène.

Le site est également classé pour le stockage de ses produits et matières premières, l'atelier de charge des engins et ses groupes froid.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Protection contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 04/08/1999, article 16.8	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Protection contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 04/08/1999, article 16.8	Demande d'action corrective	3 mois
6	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 04/08/1999, article 14.10	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	modifications	Arrêté Préfectoral du 04/08/1999, article 4	Sans objet
2	Plan de gestion des solvants (PGS)	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1	Sans objet
5	Conditions de stockage	Arrêté Préfectoral du 20/07/2017, article 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le bâtiment en projet en 2017 n'a pas été construit, des parcelles ont été acquises au sud du site pour tout futur projet d'extension, des groupes froids ont été remplacés. Des bassins de confinement ont été mis en place.

L'exploitant doit munir son site de bacs de sable ou d'absorbant.

L'exploitant devra transmettre sa convention d'utilisation du bassin de confinement communal au sud du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : modifications

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/1999, article 4
--

Thème(s) : Situation administrative, Modification des installations classées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout projet de modification envisagé par l'exploitant, aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable, devra, avant sa réalisation, être porté par le pétitionnaire à la connaissance du Préfet accompagné des éléments d'appréciation nécessaires.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le projet de magasin de 3000 m³ évoqué dans le courrier du 3 mai 2011 (en réponse à l'inspection du 23 août 2010) à l'est du site n'a pas été réalisé, le projet a été abandonné.</p> <p>Des parcelles, qui appartenaient à la commune, ont été acquises au sud du site. Un bassin de rétention de 1250 m³ a été creusé sur une de ces parcelles. Tout futur agrandissement se ferait sur ces parcelles.</p> <p>Le site a été clôturé.</p> <p>Les chargeurs pour engins électriques ont été déplacés sous un auvent sur le côté du magasin central de 650 m². Ils sont séparés du bâtiment par un mur coupe-feu. Il étaient auparavant répartis dans le bâtiment "bureau" (3 chargeurs), magasin 1 (3 chargeurs), magasin 2 (6 chargeurs), l'atelier de production (9 chargeurs) et le magasin central (1 chargeur).</p> <p>Le magasin central qui est nommé "stocks carton" sert désormais au stockage des prototypes.</p> <p>L'unité « Trane » et les unités « Green Box », utilisant respectivement des fluides frigorigènes R134a et R407c ont été remplacées par un nouveau groupe froid « Trane » utilisant du R1234ZE qui présente un faible potentiel de réchauffement planétaire (PRP).</p> <p>L'exploitant met en place un ilotage des stockages extérieurs séparés par des murs pare-feu constitués de blocs béton "stomos". Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un descriptif de ce projet et des planches photographiques rendant compte de l'avancée de ce projet en septembre 2022. La présence de ces murs coupe-feu a été constatée.</p> <p>La capacité de production de plastiques par injection ou thermoformage est inférieure à celle autorisée par l'arrêté préfectoral du 4 août 1999 complété le 20 juillet 2017. L'exploitant indique que de nouvelles machines sont installées régulièrement dans le bâtiment de production en vue d'atteindre cette capacité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre un dossier de porter à connaissance des modifications effectuées sur son site depuis 2017 au préfet et à l'inspection des installations classées. En particulier, ce dossier comprendra un plan à jour des installations et un tableau de classement actualisé des rubriques de la nomenclature des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Plan de gestion des solvants (PGS)
Prescription contrôlée : <p>Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.</p>
Constats : <p>Le local sérigraphie du site contient deux machines d'impression « offset », une machine de flexographie, les stocks d'encre et un fût de 200 litres de produit de nettoyage « fontaine ». Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que 251 kg d'encre ont été consommés en 2023 et 305 en 2022 (année record).</p> <p>En outre, l'exploitant a indiqué que le fût de produit de nettoyage a été acheté en 2022 et que moins de 200 l de produit fontaine ont été consommés depuis.</p> <p>Comme la quantité de solvants consommée par an est inférieure à une tonne, l'exploitant n'a pas obligation de mettre en place un plan de gestion des solvants.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>-</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Protection contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/1999, article 16.8
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau
Prescription contrôlée : <p>L'établissement disposera en toute circonstance de ressources en eau suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau incendie, en particulier le bassin de 400 m³ et le réservoir de 150 m³</p>
Constats : <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un plan de défense incendie en cours de rédaction (version du 18/03/2024).</p> <p>Selon ce plan, L'établissement dispose de deux réserves d'eau :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une réserve souterraine de 120 m³, située entre les bâtiments « bureau » et « atelier de production » - une réserve d'eau de surface de 100 m³ à l'entrée du site. <p>Ces deux réserves sont signalées et munies de colonnes d'aspiration.</p> <p>Les niveaux d'eau sont maintenus par des trop-pleins et une alimentation par l'eau de</p>

<p>refroidissement des machines de mise en œuvre du plastique.</p> <p>L'atelier de production est équipé d'un système de sprinklage alimenté par une citerne de 545 m³ pour un besoin de 350 m³/h. Cette citerne ne peut pas alimenter le réseau de sprinklage pendant deux heures.</p> <p>En outre, les robinets d'incendie armés sont alimentés par ce réseau.</p> <p>Trois poteaux sont également présents sur le site, autour du bâtiment atelier production. Le débit de deux d'entre eux est de 34 m³/h selon le plan présenté par l'exploitant, le débit du troisième n'étant pas indiqué.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit établir et transmettre une note de calcul sur les besoins en eau nécessaire en cas d'incendie. Pour ce faire, il utilisera le guide d'appui au dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie (guide D9).</p> <p>Au regard de ce dimensionnement, l'exploitant devra justifier la suffisance de ses moyens en eau pour l'extinction d'incendie. Par ailleurs, dans la mesure où le réseau RIA et le système d'extinction automatique sont associés au même réservoir d'eau, l'exploitant devra justifier dans quelle mesure le réseau RIA pourrait être utilisé dans la mesure où le système d'extinction automatique d'incendie se déclenche.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Protection contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/1999, article 16.8</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement devra disposer des moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques présentés et au moins les équipements suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - des extincteurs (eau pulvérisée, poudre, CO₂, halons) seront répartis dans les locaux de l'entreprise. <p>L'agent extincteur sera choisi en fonction des risques rencontrés dans les différents locaux.</p> <ul style="list-style-type: none"> - des robinets d'incendie armés, - des bacs à sables ou des produits absorbants. <p>Ils devront être maintenus en bon état.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté la présence d'extincteurs et de robinets d'incendie armés. L'exploitant a présenté un compte rendu de vérification périodique Q4 du 31/03/2023 réalisé par Eurofeu.</p> <p>Ce compte rendu conclut que l'installation est conforme. Il indique que 264 extincteurs (eau pulvérisée, poudre ABC et CO₂...) sont présents sur le site.</p>

<p>Les robinets d'incendie armés sont alimentés par la réserve d'eau du réseau de sprinklage.</p> <p>Un contrôle du système de sprinklage par la société Axima a eu lieu le 10 janvier 2024. il mentionne une anomalie avec risque de mise en échec.</p> <p>Un mail du 11 mars 2024, de la société Axima (Equans), indique que les réserves mentionnées dans le rapport de contrôle du système de sprinklage du 10 janvier 2024 sont levées suite à l'intervention de la société DMI.</p> <p>Le site ne dispose pas de bacs de sable ou de produits absorbant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra équiper son site de bacs de sable ou de produits absorbants notamment à proximité des aires de stockage ou de dépotage de liquides.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Conditions de stockage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2017, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Marquage au sol</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Un marquage est réalisé au sol, au niveau des allées et zones d'îlotage, de façon systématique, pour tout les bâtiments accueillant un stockage, en vue de délimiter ceux-ci en termes d'agencement, et au regard de l'étude des dangers.</p> <p>Ce marquage au sol délimite les aires laissées disponibles pour permettre l'accès aux moyens de secours (robinets d'incendie armés, extincteurs, leviers d'actionnement des lanterneaux de désenfumage...).</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, le magasin 1 et le magasin du bâtiment atelier ont été visités.</p> <p>Un marquage au sol est présent dans ces deux magasins notamment au niveau des allées.</p> <p>Ces marquages délimitent des zones d'accès au moyens de lutte contre l'incendie.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Prévention de la pollution des eaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/1999, article 14.10</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de rétention des eaux d'extinction d'incendie</p>

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations doivent être équipées d'un bassin de rétention.</p> <p>Ce bassin doit pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées lors de l'extinction. Il devra avoir en permanence une capacité de 1000 m³.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les installations de Soparco se situent sur une crête qui sépare le site en trois bassins versants. Le plan de défense incendie remis par l'exploitant indique que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La partie nord-est du site est raccordée au bassin de confinement n°1 d'une capacité de 1050 m³. Ce bassin est clôturé. - Les eaux de la partie sud-ouest du site sont dirigées, en cas d'accident, vers le bassin de confinement n°2 (d'une capacité de 1250 m³) par un obturateur. - Un obturateur permet de fermer la canalisation du réseau de collecte des eaux pluviales au niveau du quai de chargement du magasin n°1 et de confiner les eaux issues de l'extinction d'un éventuel incendie du magasin n°1 dans la fosse de chargement. <p>Lors de l'inspection, il a été constaté que des murets ont été mis en place sur les cotés de la fosse de chargement du magasin n°1.</p> <p>L'exploitant indique que le bassin de confinement n°2 a été creusé par la mairie et qu'une convention doit être établie entre la mairie et lui-même pour son utilisation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre la convention d'utilisation du bassin n°2 à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>